

**7 avril 2000, Paris**

**Allocution à l'occasion de la clôture de la rencontre économique du Québec à Lyon**

Mesdames et Messieurs les ministres,

Monsieur le délégué général,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de participer aujourd'hui à cette rencontre économique en Rhône-Alpes et d'y constater l'intérêt des milieux d'affaires à l'égard du Québec. Comme vous en avez déjà entendu parler longuement, je vous rappellerai seulement quelques points forts de son économie. En 1999, le Québec a réalisé une remarquable performance économique, voire l'une des meilleures de la décennie. Nous avons créé 76 000 nouveaux emplois dont le tiers est allé à des jeunes, le meilleur résultat de création d'emplois pour cette classe d'âge depuis 26 ans. Notre taux de chômage est à son niveau le plus bas, soit 8,3 %, du jamais vu depuis près de 25 ans.

Notre économie est en pleine mutation. Les entreprises québécoises, souples, innovatrices et tournées vers les marchés extérieurs, s'intègrent rapidement à une nouvelle économie fondée sur le savoir et l'innovation. Non seulement nos entreprises sont-elles mondialement connues, mais notre climat économique, extrêmement favorable aux affaires, attire chez nous un nombre croissant d'investisseurs. Pourquoi? D'abord, il faut vous dire que nous occupons le sixième rang, parmi 46 états industrialisés pour la qualification de nos ressources humaines. La main-d'œuvre québécoise est dynamique, compétente diversifiée et bilingue à plus de 50 %. Les investisseurs étrangers affirment que la qualité de notre main-d'œuvre est la principale raison, avec l'accès au marché nord-américain, de leur choix du Québec pour faire des affaires. De plus, nous offrons aux entreprises un environnement d'affaires très concurrentiel. Selon une étude de la firme internationale KPMG, les coûts moyens d'implantation et d'exploitation d'une entreprise y sont les plus bas parmi les principaux pays industrialisés. Le Québec a adopté pour l'entreprise une approche fiscale compétitive, plus un taux d'imposition des profits qui compte parmi les plus faibles en Amérique du Nord. Dans son dernier budget, notre ministre des Finances a en plus annoncé une exemption fiscale complète de 10 ans pour tout projet majeur d'investissement.

Le Québec a aussi développé des instruments originaux pour favoriser son développement économique. Je pense notamment à la Société Générale de Financement et à Investissement-Québec. La Société Générale de Financement se veut le partenaire idéal pour les entrepreneurs qui, s'installant au Québec, cherchent du capital pour se développer en Amérique du Nord. La SGF est un véritable holding financier qui regroupe les sociétés d'investissement d'État. C'est un des plus importants outils de développement de l'économie québécoise. À titre d'exemple de partenariat de la SGF avec l'entreprise française, citons Gaz de France, pour l'exploitation de deux sites d'entreposage souterrain de gaz naturel au Québec; Bio-Inova, dont l'implantation à Montréal de son centre nord-américain permettra d'offrir des services dans l'industrie pharmaceutique, biotechnologique

et agroalimentaire. Quant à Investissement-Québec, elle coordonne les actions gouvernementales en matière d'accueil et de soutien aux projets d'investissement, en agissant à titre d'interlocuteur privilégié auprès des entreprises. Le Québec détient tous les atouts pour manœuvrer avec brio sur l'échiquier économique mondial. Son économie possède toutes les caractéristiques d'une économie post-industrielle moderne.

Le secteur tertiaire occupe une place dominante avec 71 % du PIB. Grâce à leur savoir-faire, nos entreprises se classent dans les tout premiers rangs dans de nombreux secteurs de pointe tels, l'aérospatiale, les technologies de l'information, les biotechnologies et la pharmaceutique. En raison de la taille relativement petite de son marché intérieur, le Québec a compris depuis longtemps qu'il devait compter sur l'extérieur. L'économie du Québec est devenue l'une des plus ouvertes sur le monde. Les exportations hors des frontières québécoises représentent près de 60 % de notre PIB. L'augmentation des exportations s'est d'ailleurs accélérée avec l'entrée en vigueur des accords de libéralisation des échanges et l'internationalisation des marchés. De 1990 à 1999, la valeur de nos exportations internationales de biens et services s'est accrue de 130 %. Dans la foulée de l'Aléna dont il a été, j'ai le plaisir de le rappeler, le plus ardent promoteur au Canada, le Québec s'impose de plus en plus comme un partenaire commercial majeur en Amérique du Nord.

Nous sommes d'ailleurs le septième fournisseur en importance des États-Unis, devançant en cela l'Italie et la France. La France et le Québec ont su mettre à profit un niveau de développement économique et technologique comparable. Votre pays est notre troisième partenaire international, après les États-Unis et le Royaume-Uni. Vos exportations chez nous ont dépassé les 3 000 000 000 \$ canadiens en 1999, soit 14 000 000 000 de francs, une hausse de 50 % par rapport à 1998. Près du trois quarts des 350 entreprises françaises établies au Canada ont choisi le Québec. Il s'agit de la plus forte concentration d'entreprises françaises en Amérique du Nord. Jetons un coup d'œil rapide sur les activités de quelques entreprises françaises au Québec et sur les marchés qu'elles visent. Les grands trains d'atterrissage fabriqués par Messier-Dowty à Mirabel, près de Montréal, sont tous expédiés aux usines d'Airbus en France. La filiale québécoise de Framatome emploie quelque 200 personnes à Montréal pour la fabrication de connecteurs de haute qualité, destinés au marché mondial des télécommunications. L'Oréal emploie 500 personnes à son usine de Montréal.

L'entreprise y fabrique, emballe et distribue ses produits pour tout le marché de l'Aléna. Ubi-Soft, un des leaders internationaux des jeux vidéo, s'est implanté à Montréal l'an dernier. À cette occasion, la vice-présidente et directrice générale de la nouvelle filiale, Mme Sabine Hamelin, s'exprimait ainsi: « Le Québec offre une population de créateurs très importante. Étant eux-mêmes nord-américains, ils sont capables de concevoir des produits adaptés à la mentalité américaine et exploitables dans un contexte culturel différent du nôtre. » Son propos s'est avéré juste car en un peu plus d'un an, l'entreprise a embauché près de 300 personnes.

Bref, pour toutes ces entreprises françaises d'envergure internationale, le Québec est devenu la porte d'entrée en Amérique. L'investissement québécois en France, bien que plus récent, est aujourd'hui vigoureux. Plus de 125 filiales d'entreprises québécoises – soit 70 % du total canadien -, sont implantées en France et ont contribué à la création de plus de 12 500 emplois. À titre d'exemple de la présence industrielle québécoise en France, citons

Québécor, premier imprimeur commercial de France et d'Europe, qui a 2 800 employés en France; Cascades, premier producteur de carton plat couché de France, qui mobilise 1145 travailleurs, dont 350 dans une usine de la région, à La Rochette; et Bombardier, qui emploie au-delà de 1 200 personnes à la production de matériel ferroviaire. On compte aussi 55 entreprises en technologies de l'information – secteur qui connaît une forte croissance tant en France qu'au Québec – implantées en sol français. Elles y maintiennent près de 4 000 emplois. Le partenariat entre entreprises françaises et québécoises offre donc un potentiel de développement quasi illimité sur les marchés de l'Amérique et de l'Europe. Plus important encore, à long terme, il facilite la pénétration de tiers marchés tels l'Europe de l'Est, l'Afrique et l'Amérique du Sud.

De nombreuses alliances se sont déjà concrétisées, notamment entre Alstom et Bombardier, pour le contrat du train rapide Boston-Washington, et entre le Groupe Conseil DMR de Montréal et Gemplus de Marseille, qui offrent des services de billetterie électronique dans les transports. Bref, sous toutes les formes possibles, les relations économiques franco-québécoises s'inscrivent dans un processus de développement et s'avèrent pleines de promesses pour les années à venir. Nous avons le plaisir d'être accueillis aujourd'hui dans l'une des régions les plus dynamiques de France, qui compte d'ailleurs plusieurs similitudes et complémentarités avec le Québec: le poids démographique, le tissu industriel, les pôles de recherche et de développement, la vitalité de l'économie. Cela ne peut que favoriser le rapprochement, fort bien amorcé, entre divers acteurs québécois et Rhône-alpins.

Notons, entre autres, le jumelage très actif, depuis plus de dix ans, des villes de Lyon et Montréal. La tenue annuelle en l'une ou l'autre ville des Entretiens Jacques-Cartier, dont les prochains se dérouleront à Montréal, en octobre 2 000, est un bel exemple de coopération multidisciplinaire. La région Rhône-Alpes a été la première en 1994 à conclure un plan d'action avec le Québec. Elle est la seule à avoir implanté en permanence, à Montréal, au début des années 90, une délégation économique. Cette présence a accru la mise en contact de gens d'affaires et facilité le développement d'échanges commerciaux et de partenariats porteurs. 29 entreprises Rhône-alpines ont déjà choisi le Québec comme tête de pont pour l'Amérique, créant ainsi près de 500 emplois. En contrepartie, 14 entreprises québécoises ont choisi de s'établir en Rhône-Alpes et y embauchent 560 personnes.

Pour le Québec, la région Rhône-Alpes présente un intérêt accru, par son engagement dans une dynamique régionale européenne, dans ce partenariat avec trois autres « régions moteurs », la Catalogne, la Lombardie et le Bade Wurttemberg. Ces alliances pourraient bien être, pour le Québec, le fer de lance d'une coopération entre grandes régions européennes en matière de recherche, de culture, d'agriculture, de formation et d'économie. Nous avons noté que les secteurs ciblés dans le dernier plan d'action Québec/Rhône-Alpes sont orientés vers la haute technologie et l'économie du savoir. Les relations économiques et scientifiques entre le Québec et la région Rhône-Alpes, déjà très dynamiques, ne nous en semblent que plus prometteuses. Nous nous emploierons à développer des moyens pour susciter et appuyer la valorisation rapide de la recherche universitaire. Le resserrement de la coopération entre scientifiques et gens d'affaires ne peut que conduire à une recrudescence de partenariats profitables.

Je vous remercie de votre chaleureuse hospitalité et termine en vous invitant à faire du Québec une destination d'affaires privilégiée.